

## MESSAGE AU CONSEIL DE VILLE

### BUDGET COMMUNAL 2014

#### 1. INTRODUCTION

Le budget 2014 boucle avec un excédent de charges de Fr. 1'201'700.-. Le Conseil communal constate qu'il ne peut pas absorber financièrement l'entrée en vigueur de la révision de la Loi cantonale des impôts et une augmentation importante des charges cantonales.

Pour ces dernières, le Conseil communal a dû enregistrer les augmentations des frais de l'enseignement, de l'action sociale et des contributions aux assurances sociales, avec des coûts supplémentaires de Fr. 780'000.-. Quant aux modifications de la Loi d'impôts, visant notamment à une harmonisation entre couples mariés et célibataires, elle provoque un manque à gagner de l'ordre de Fr. 850'000.- pour la Municipalité, auquel il faut ajouter la baisse linéaire, introduite en 2009 et prévue jusqu'en 2020, de 1 %, soit Fr. 400'000.-.

Le Conseil communal s'appuie sur une situation conjoncturelle globalement favorable pour présenter ce déficit qu'il considère acceptable compte tenu des éléments évoqués ci-dessus et dont il n'a pas la maîtrise. Toutefois, il attire l'attention sur les risques encourus en cas de baisse des rentrées fiscales lors du bouclage des comptes 2014.

En résumé, avec un budget de 99,88 millions de charges et de 98,68 millions de revenus, le déficit de Fr. 1'201'700.- représente 1,22 % des revenus. En 2012, l'excédent de charges de Fr. 669'200.- représentait 0,7 % des revenus.

|                     | Budget 2014<br>Fr. | Budget 2013<br>Fr. | Différence<br>Fr. | Différence<br>% |
|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-----------------|
| Charges             | 99'876'070         | 96'614'504         | +3'261'566        | + 3,38 %        |
| Revenus             | 98'674'370         | 95'945'304         | +2'729'066        | + 2,84 %        |
| Excédent de charges | 1'201'700          | 669'200            | +532'500          |                 |

Si la volonté de l'Etat jurassien de réduire la charge fiscale est compréhensible, le Conseil communal estime qu'il n'est plus possible de baisser systématiquement la fiscalité sans que l'Etat réduise sérieusement les coûts à charge des communes.

#### 2. EXAMEN DES CHARGES

##### Charges communales

Les dépenses suivantes sont de la compétence de la Municipalité : l'administration générale, la Police, les Travaux publics, l'Urbanisme, l'entretien des réseaux, la culture et les sports. Les charges de l'école, notamment l'entretien des bâtiments et les moyens d'enseignement relèvent également partiellement de la compétence de la Municipalité.

Commentaires des principaux postes budgétaires :

- 2014 sera l'année du 725<sup>e</sup> anniversaire de la ville. Le Conseil communal marquera ce jubilé par de nombreuses manifestations et propose une enveloppe de Fr. 200'000.- pour ces événements ;
- à la suite de l'agrandissement de l'Unité d'accueil pour la petite enfance, de la création d'un poste d'agent technique pour la surveillance des piscines et des versements des annuités, les charges salariales sont en augmentation de Fr. 300'000.- ;
- l'indice référentiel pour l'indexation des salaires est, à ce jour, à 103,4 points. Etant donné que les salaires sont indexés depuis octobre 2008 à l'indice 104,6, la compensation en faveur de l'employeur s'effectuera ces prochaines années ;
- le Conseil communal continue de soutenir les projets et développements sociaux – chapitre 0670. L'enveloppe allouée augmente de Fr. 25'000.- et permettra, notamment, la mise en route de la vélostation et de l'entretien des alentours de la gare ;

- la charge des intérêts de la dette est encore à la baisse suite à des renouvellements d'emprunts avantageux ;
- les amortissements sont légèrement à la baisse suite aux importants amortissements extraordinaires réalisés lors du bouclage des comptes 2012.

#### Services autofinancés

Les services communaux ont l'obligation légale d'être autofinancés. Leurs revenus proviennent de taxes et redevances.

- Le Service de l'enlèvement des ordures et des déchets n'est plus équilibré. Le Service UETP étudie des possibilités de rationalisation qui devraient entrer en vigueur en 2015.
- Le budget du Service du feu est équilibré. Il n'appelle pas de commentaire particulier.
- Le Service de l'épuration des eaux est équilibré. Il s'agit d'un budget de transition dans l'attente du résultat du référendum obligatoire.
- Les Services des eaux et de l'électricité sont équilibrés. Les dépenses sont globalement semblables à celles du budget 2013. Pour le détail, on se référera aux commentaires particuliers dans les pages relatives à ces services.
- Le Service du gaz est bénéficiaire. Il permettra un remboursement à la Municipalité de Fr. 300'000.- (Fr. 200'000.- en 2013) sur les déficits cumulés et financés par la Ville, malgré une augmentation sensible de l'entretien du réseau à Fr. 410'000.- contre Fr. 230'000.- au budget 2013.

#### Charges non maîtrisées par la Municipalité

Les rubriques suivantes sont des charges de compétence cantonale. La Municipalité y participe en fonction de la péréquation financière, qui prévoit une répartition des charges selon le critère de la population résidente de chaque localité jurassienne. Pour Delémont, le nombre d'habitants a passé de 11'628 à 11'809 à fin 2012.

Les charges d'exploitation des transports publics sont en diminution étant donné que CarPostal, notamment, remplacera le PubliCar par un service de taxi. Il est rappelé que les charges budgétées en 2014 ne sont pas définitives à ce jour, les négociations étant encore en cours, et ce, sous la responsabilité du Canton.

La participation communale aux charges de l'enseignement est de 11,59 millions de francs. Elle augmente de Fr. 255'000.- par rapport au montant porté au budget 2013. La participation au traitement du corps enseignant représente 11,61 % des charges (2012 11,73 %), rubrique 540.351.01.

Les charges communales de l'Action sociale admises à la répartition des charges sont de l'ordre de 9,1 millions de francs. Le remboursement cantonal (rubrique 651.461.01) augmente à 5,8 millions. Toutes les rubriques qui précèdent celle-ci sont prises en compte à la répartition des charges Canton 72% / Communes 28 %. La part totale à charge de l'ensemble des communes jurassiennes augmente de 9,42 % par rapport aux prévisions 2013.

La participation des communes au financement des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, de la contribution à la réduction des primes de l'assurance-maladie et des allocations familiales aux personnes sans activité lucrative (rubrique 0660.361.01) est en augmentation de 8,18 %, soit Fr. 255'000.-. La répartition des charges est de 67,5 % pour l'Etat et 32,5 % pour les communes.

Concernant les dépenses pour les mesures en faveur des chômeurs en fin de droit, le Gouvernement jurassien ne prévoit pas d'alimenter le Fonds cantonal pour l'emploi (rubrique 661.351.01). L'enveloppe est de Fr. 365'000.- pour les deux mesures de lutte contre le chômage.

L'indice des ressources par habitant, pour Delémont, diminue légèrement de 126,82 % en 2012 à 123,76 %. En relation avec les variations des indices de l'ensemble des communes jurassiennes, celui-ci stabilise la contribution au Fonds de compensation financière à hauteur du million. La contribution des communes du district aux charges de la commune-centre est à la baisse de Fr. 94'000.- (chapitre 940). Ces chiffres doivent encore être confirmés par la Commission cantonale en matière de péréquation.

### 3. EXAMEN DES REVENUS

Les revenus de 98,7 mios de francs sont en augmentation de 2,7 millions de francs.

#### Fiscalité

Les revenus provenant des impôts se montent à 41,0 mios de francs, soit 41,55 % des revenus (41,2 mios ou 42,95 % en 2013). Les recettes concernant les personnes physiques (revenu et fortune) sont de 28,5 mios de francs, soit une baisse de Fr. 700'000.-. L'impôt sur les personnes morales (bénéfice et capital) est de 9,16 mios de francs, contre 8,72 mios portés au budget 2013, soit un gain de Fr. 440'000.-.

Pour les personnes physiques (PPH), il est important de rappeler les deux éléments suivants :

- la baisse linéaire annuelle de 1 % des tarifs d'impôts sur le revenu ;
- la révision fiscale visant notamment à une harmonisation entre couples mariés et célibataires.

#### Contributions et autres taxes

Les contributions se montent à 39,8 mios de francs, soit 40,3 % du total des revenus. Il s'agit essentiellement de produit de ventes et de taxes de raccordement pour la fourniture de l'énergie et de l'eau. Le Service électrique dégage Fr. 200'000.- complémentaire en faveur des comptes communaux, rubrique 0875.434.02. Les autres contributions proviennent de taxes diverses, émoluments, amendes et de la participation du personnel aux assurances sociales.

#### Autres revenus

Les autres revenus, pour 17,9 mios de francs, proviennent du revenu des biens (2,1 mios), de subventions acquises (6,2 mios), de prélèvements sur fonds spéciaux (0,9 mio), d'imputations internes (5,1 mios) et de dédommagements des collectivités publiques et parts à des recettes communales (3,6 mios).

### 4. PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS / PLANIFICATION FINANCIERE

Le plan financier des investissements n'a pas force obligatoire. Il présente les principaux projets que le Conseil communal entend réaliser ces prochaines années. Pour rappel, les crédits autofinancés n'influencent pas les charges financières du compte de fonctionnement.

Tous les projets sont chaque fois soumis au Conseil de Ville. La planification des travaux, leur préparation et leur réalisation prennent, parfois, plus de temps que prévu dans le programme d'investissements. Les investissements 2014 sont estimés à 5,5 millions. Pour les années suivantes, différentes décisions à prendre en 2014, de la compétence du peuple delémontain, détermineront les priorités pour les prochaines années de la législature.

|                         | Crédit à financer<br>2014 | Autofinancé<br>2014 | TOTAL<br>2014 |
|-------------------------|---------------------------|---------------------|---------------|
| Investissements votés   | 2'465'000                 | 5'253'000           | 7'718'000     |
| Investissements à voter | 3'040'000                 | 7'950'000           | 10'990'000    |
| TOTAL                   | 5'505'000                 | 13'203'000          | 18'708'000    |

La marge d'autofinancement, calculée en fonction de l'amortissement et du déficit par rapport aux investissements, est de 34,50%.

Conformément aux dispositions légales, la planification financière calculée à partir des récapitulations par nature fait partie du budget (page B 11). Les indicateurs sur les perspectives d'évolution pour les prochaines années prennent en compte les données connues à ce jour. Si la planification est un outil utile et nécessaire, elle est sujette à modification et adaptation régulières.

## 5. CONCLUSION

Le Conseil communal :

- constate avec satisfaction que les services communaux maîtrisent leurs propres charges ;
- prend acte de la révision fiscale cantonale qui réduit, au minimum, les revenus fiscaux pour la ville de Delémont de Fr. 850'000.- ;
- prend acte de la diminution annuelle de 1 % qui représente un manque à gagner de Fr. 400'000 ;
- enregistre, avec inquiétude, les hausses prévisionnelles dans les charges cantonales, ces dernières pénalisant sérieusement le budget communal.

## 6. PROPOSITIONS

En acceptant le budget communal 2014, le Conseil de Ville approuve également ses éléments constitutifs, inchangés, à savoir :

- une quotité d'impôt de 1,95
- une taxe des chiens à Fr.100.-
- une taxe immobilière de 1,3 ‰
- une taxe des digues de 0,24 ‰
- une taxe de cadastre de 0,06 ‰

La Commission des finances préavisera le budget 2014 en date du 18 novembre prochain. Son préavis sera communiqué aux responsables de groupe.

Le Conseil communal invite le Conseil de Ville à approuver le budget communal 2014, tel que présenté.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

La chancelière :

Pierre Kohler

Edith Cuttat Gyger

## **ARRETE DU CONSEIL DE VILLE**

---

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
  - le rapport du Conseil communal du 28 octobre 2013 ;
  - les dispositions de l'art. 29, ch. 2 du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
  - le préavis de la Commission des finances qui sera donné oralement lors de la séance du Conseil de Ville ;
- sur proposition du Conseil communal ;

### **arrête**

1. Le budget communal 2014 est accepté.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

**AU NOM DU CONSEIL DE VILLE**

La présidente :

La chancelière :

Anne Froidevaux

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 25 novembre 2013